

Annexe à l'avis de publicité
Informations Complémentaires

**Consultation 7504 - MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE - BASEFUSCO -
CONSTRUCTION D'UNE INFRASTRUCTURE DE CONDITIONNEMENT TARPON ET
D'UNE NOUVELLE TOUR DE SECHAGE DE PARACHUTES**

I- Déroulement de la consultation

Cette consultation est un appel à candidatures, elle est 100% dématérialisée.

Cette procédure est une procédure négociée réalisée en 2 étapes :

- 1 phase candidature
- 1 phase offre.

Lors de la phase candidature, une note de présentation technique est transmise aux candidats afin qu'ils puissent appréhender l'aspect technique de l'opération. Celle-ci est téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Avis de Publicité : fichier joint - avis complémentaire en ligne".

Toutes les candidatures devront impérativement être déposées sur le www.marches-publics.gouv.fr.

Un certificat numérique (RGS*ou** ou conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission).

Pour les candidats retenus à l'issue de l'appel de candidatures, une invitation à concourir leur sera adressée sur PLACE via la messagerie sécurisée. Le dossier de consultation des entreprises (DCE) leur sera transmis à cette occasion.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité de l'Acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

En cas de difficultés sur la PLateforme des AChats de l'Etat (PLACE), un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant [Assistance](#) ou via la languette Assistance. Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

Les candidats doivent se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, accessible sur le site legifrance.gouv.fr. La signature électronique du document sera réalisée, de préférence, sur la PLate-forme des Achats de l'État (PLACE).

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 12 avril 2018.

II- Phase candidature (Objet du présent AAPC)

2.1 Présentation de la candidature

⇒ Organisation

Le candidat doit se présenter en groupement d'opérateurs économiques. Ce dernier devra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement. En outre, un cotraitant ne peut être membre de plusieurs groupements candidats.

Point d'attention pour les candidats :

Ce marché de maîtrise d'œuvre donnera lieu par la suite à un marché de travaux. Le titulaire du présent marché ne pourra pas se présenter en tant que candidat, cotraitant d'un groupement ou sous-traitant d'un membre du groupement du marché de travaux relatif à la présente opération.

La composition du groupement devra répondre aux exigences de candidature suivantes :

- Un ou des bureau(x) d'études techniques concepteur (compétences attendues en structure, fluides et thermique du bâtiment) ;
- Un architecte concepteur des bâtiments techniques et d'exploitation

Les candidats pourront modifier la composition de leur groupement pendant la négociation, conformément à l'article R2342-13 du code de la commande publique. Toutefois, les conditions d'agrément des candidatures

modifiées sont identiques à celles instaurées pour les candidatures initiales. Ainsi, toute modification est soumise à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de refus, l'entreprise devra conserver le format initial de son groupement.

⇒ Limitation du nombre de candidats

Le nombre de candidats admis à présenter une offre est limité.

Le nombre minimum de candidat admis à présenter une offre est fixé à 3.

Le nombre maximum de candidat admis à présenter une offre est fixé à 5.

2.2 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures seront examinées et notées selon les critères de sélection suivants :

Critère n°	Critères de sélection des candidatures	Pondération
1	Pertinence et adéquation des références effectuées les 5 dernières années	70 %
2	Capacités professionnelles, économiques et financières, techniques	30 %

Les cinq candidats dont les candidatures arriveront en tête, après application des coefficients de pondération ci-dessus, recevront un dossier de consultation sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'un motif d'exclusion au sens du code de la commande publique. Si elle ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement la candidature de l'opérateur économique qui sera éliminé. Le candidat dont la candidature a été classée en sixième position sera alors sollicité par le RPA.

En cas d'égalité à la cinquième position à l'issue de l'analyse des candidatures, le candidat ayant déposé son pli sur la plateforme PLACE en premier sera retenu dans la liste restreinte des entreprises admises en phase « offre ».

2.3 Présentation du mémoire de candidature

Fiche cadre présentation candidature : **complétée et cochée** (fichier téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Avis de Publicité : fichier joint - avis complémentaire en ligne")

✚ Dossier administratif :

- DC1, DC2 ou DUME,
- DC4 ou lettre d'engagement le cas échéant (pour les prestations sous-traitées)
- Kbis de chaque membres du groupement
- Pouvoirs de chaque membres du groupement et mandats donnés au mandataire
- Attestations fiscales et sociales de chaque cotraitant justifiant leur situation régulière
- Attestation sur l'honneur de chaque cotraitant affirmant qu'il ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion au sens du code de la commande publique
- ANNEXE Z

✚ Mémoire candidature :

Les candidats devront remettre un mémoire de candidature clair, cohérent et complet. Il devra comprendre les éléments suivants :

PARTIE	OBJET	Attendus
1	Références du groupement	<p>Une note présentant des références <u>en rapport avec l'objet du marché</u> (destination de l'ouvrage, envergure et complexité équivalentes) et illustrant les compétences exigées par l'Acheteur.</p> <p>Les références doivent être détaillées, argumentées et présentées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Références « conception » : 2 références* de niveau APS ou équivalent en rénovation et/ou construction de bâtiments industriels de plus de 1 000 m² de surface de plancher. Ces références doivent correspondre à un travail de conception (APS) datant de moins de 5 ans. L'acheteur valorisera

		<p>les références qui sont accompagnées de justificatif de bonne conception, par exemple : attestation signée du maître d'ouvrage, justificatif d'attribution du marché si lauréat d'un concours (ou procédure équivalente) ou encore justificatif de démarrage des travaux. Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Références « conception technique CVC » : 2 références* de niveau APS ou équivalent en installations de système de Chauffage, Traitement d'air en bâtiments industriels de plus de 1 000m². Ces références doivent correspondre à un travail de conception (APS) datant de moins de 5 ans. L'acheteur valorisera les références qui sont accompagnées de justificatif de bonne conception, par exemple : attestation signée du maître d'ouvrage, justificatif d'attribution du marché si lauréat d'un concours (ou procédure équivalente) ou encore justificatif de démarrage des travaux. Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte. • Références « réalisation » : 1 référence* en travaux en construction / rénovation de bâtiments industriels de plus de 1 000 m². Ces références doivent correspondre à une réception de moins de 5 ans. L'acheteur valorisera les références qui sont accompagnées de justificatif de bon accomplissement de la mission (par exemple : attestation signée du maître d'ouvrage, justificatif de réception). Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte. <p><i>*aucune référence supplémentaire ne sera prise en compte</i></p> <p>Ces références doivent être cohérentes avec la répartition des compétences proposée au sein du groupement.</p> <p>Si le candidat souhaite que soient prises en compte des références d'autres opérateurs économiques que ceux exigés dans le groupement, il doit présenter tous les éléments demandés ci-avant et apporter la preuve qu'il disposera de l'opérateur économique pour l'exécution du marché.</p>
2	Capacités professionnelles, économiques et financières, techniques	<p>Une note présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'appréhension des enjeux du projet (5 points) ➤ L'organisation spécifique mise en place pour ce marché, en détaillant : <ul style="list-style-type: none"> • La répartition des champs d'action du candidat et de chaque opérateur économique et identification claire des compétences (15 points), avec indication des sous-traitants pressentis. La note doit comprendre un projet d'organigramme et de matrice RACI. L'organisation doit intégrer a minima les exigences définies au § 2.1 quant à la composition du groupement. Le candidat attachera une attention particulière à : <ul style="list-style-type: none"> - démontrer les capacités du candidat et de chaque cotraitant éventuel via des certificats de qualifications professionnelles (cf. (*) ci-dessous), - présenter la plus-value des opérateurs économiques (cotraitants ou sous-traitants) qu'ils proposent dans sa candidature en sus des opérateurs économiques exigés par l'Acheteur et apporter la preuve qu'il disposera de l'opérateur économique pour l'exécution du marché, - expliquer comment son organisation permet une bonne maîtrise des compétences clefs pour la réussite du projet. • Les modalités de fonctionnement interne au groupement (10 points) qu'il compte mettre en place pour assurer la performance de la production et la fluidité des arbitrages internes. Le processus de gouvernance et de décision sera expliqué. <p>(*) Les certificats de qualifications professionnelles seront apportés par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de chacun des opérateurs économiques, composant le groupement, à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Pour l'architecte</u> : justificatif d'inscription à l'ordre des architectes,

		<ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Pour le(s) Bureau(x) d'études techniques</u>: les certificats de qualifications professionnelles de type OPQIBI ou équivalent dont ils sont titulaires. La capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, notamment des certifications équivalentes d'autres organismes indépendants répondant aux normes européennes attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. <p>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat</p> <p>Si le groupement souhaite que soient prises en compte les capacités techniques d'autres opérateurs économiques (sous-traitants), il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.</p>
--	--	--

Lors de la phase candidature, aucun DCE n'est transmis aux candidats.

2.4 Questions en cours de consultation

Pour garantir une communication transparente, les sociétés intéressées sont invitées à poser toutes leurs questions via PLACE. Le cas échéant, les réponses à ces questions seront compilées dans une pièce-jointe à l'avis de publicité (téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Avis de Publicité : fichier joint - avis complémentaire en ligne") qui sera mise à jour régulièrement. Il est de la responsabilité des sociétés de consulter cette PJ fréquemment afin de se tenir informées des dernières questions et réponses.

III- Phase offre :

Pour les candidats retenus à l'issue de l'appel de candidatures, les documents écrits composants le DCE seront disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Les candidats sélectionnés seront invités à remettre une offre comprenant notamment un avant-projet de la globalité de l'opération.

Les niveaux quantitatif et qualitatif attendus seront précisés dans le DCE.

Une prime dont le montant maximum est fixé à 30 000 euro(s) HT sera attribuée par candidat, allant jusqu'à la fin de la procédure (remise offre finale). Cette prime sera diminuée (ou non versée) pour les candidats potentiellement éliminés au stade des offres initiales ou intermédiaires, au regard de leur note technique, les modalités seront précisées dans le règlement de la consultation du DCE.

IV- Sureté

Conformément aux dispositions de l'article 5.3.2.1 de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de non protégé.

Le DCE de la présente procédure contiendra des documents portant la mention « Diffusion Restreinte ».

Seuls les candidats ayant complété et signé l'annexe Z (téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Avis de Publicité : fichier joint - avis complémentaire en ligne") et admis à présenter une offre pourront se voir remettre ces documents.

V- Négociation

Le pouvoir adjudicateur négociera avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Il peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales.

L'Acheteur fera usage de la possibilité de réduire le nombre de candidat au cours des négociations, conformément à l'article R. 2361-12 du CCP.